

jamais été aussi favorables. Ne vous laissez pas entraîner par des éléments qui désirent perpétuer la scission et disloquer l'Internationale en tant que parti mondial.

**CONTACTEZ LA COMMISSION, PRESENTEZ LUI DES PROPOSITIONS CONCRETES,**

**PARTICIPEZ EFFECTIVEMENT AU CONGRES MONDIAL !**

LE COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL

15 avril 1954.

## Bolivie

### L'anniversaire de la révolution (Extraits d'une lettre)

Ce deuxième anniversaire de la révolution du 9 avril a été célébré dans des conditions très particulières : les masses étant résolues à avancer sur le chemin de la révolution, et le gouvernement, porté au pouvoir par ces masses, ayant déjà parcouru une bonne distance sur le chemin de la capitulation devant l'impérialisme.

Dans le cadre des luttes dérivant de cette situation contradictoire, en pleine collision et développement, on peut comprendre le caractère et la force formidable du défilé de masses qui a eu lieu hier.

Après les grèves des employés de commerce, des sanitaires et des instituteurs, qui exprimèrent un aspect culminant du mécontentement des travailleurs au sujet de la politique de droite et même franchement réactionnaire du gouvernement, celui-ci vient de décréter une augmentation générale des salaires. Mais simultanément aussi une augmentation des prix, si bien que la relation salaires-prix s'est révélée, en général, plus défavorable pour les travailleurs qu'elle ne l'était auparavant. Cela provoqua un mécontentement tel que Paz Estensoro fut obligé d'en faire mention dans son discours.

Les ouvriers ont lutté pour un minimum vital de 1.200 bolivianos, ce qui impliquait une augmentation des salaires de 150 à 200 %. Les augmentations ont atteint à peine 30 % et ont été, d'autre part, réduites à néant par l'augmentation des prix. Ceci explique suffisamment le mécontentement grandissant.

A la campagne les masses paysannes également ont montré qu'elles étaient fatiguées des retards interminables apportés à la remise des terres qu'elles espèrent recevoir par le décret de Réforme agraire. Des régions telles que Belen et, il y a quelques semaines, Taraco furent occupées par des forces paysannes organisées. Le gouvernement envoya des troupes, mais ne réussit pas à expulser les paysans de ces terres qui avaient été assignées à une mission yankee (dans le cas de Taraco) du Service Coopératif de l'O.N.U., ce qui mit en mouvement les paysans. Quarante d'entre eux furent emprisonnés.

D'autre part, sous la pression de divers syndicats, la majorité bureaucratique de la C.O.B. a dû céder et accepter que soit préparée la convocation du Congrès National de la Centrale Ouvrière. Devant l'échec retentissant des efforts du

gouvernement et de la bureaucratie syndicale pour expulser les dirigeants du P.O.R. et du P.C. (Partido Comunista) du sein de la C.O.B., et devant la réprobation de l'avant-garde ouvrière, de dirigeants syndicaux sans parti et de quelques partisans du M.N.R., les forces réactionnaires durent faire marche arrière.

Jour après jour des ouvriers mécontents passent aux bureaux du P.O.R., demandant des directives ; mais il vient surtout des paysans venus à La Paz en importantes délégations et qui s'adressent au P.O.R. après d'infructueuses démarches dans les ministères. Quelques-uns — même ne possédant pas la langue espagnole — réclament au P.O.R. des cours politiques.

Dans ces conditions objectives, le gouvernement craint sérieusement que le P.O.R. ne gagne les larges masses. Pour cette raison sa presse est saisie ; en réponse à une demande du Parti, le gouvernement vient de lui appliquer un décret de « Urriolagoita » le déclarant illégal. De nombreux militants ouvriers, paysans et mineurs sont emprisonnés. Pendant que j'écris cette note, il arrive des nouvelles de Cochabamba annonçant l'arrestation de cinq militants paysans du P.O.R. La cause en a été un tract édité par une cellule paysanne de Ocucrena à l'occasion de l'anniversaire de la révolution. Ce tract dénonçait la politique du gouvernement, appelait à défendre, même au prix de la vie, les terres occupées et à organiser l'occupation du reste et montrait la perspective du Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Le 8, la police assaillit — pour la seconde fois en deux mois — le local du Parti et saisit le manifeste préparé pour le défilé, et des exemplaires de la revue « Quatrième Internationale ». Malgré cela, le P.O.R. distribua un manifeste analysant l'étape actuelle de la révolution et appelant à la préparation de l'expulsion de la droite du gouvernement et à la constitution d'un Gouvernement Ouvrier et Paysan. D'autres tracts donnent des mots d'ordre pour orienter la manifestation. L'un d'eux dit : « Une bonne affaire que paie la « Rosca » : attaquer le P.O.R. »

La propagande et les critiques du P.O.R. furent très bien accueillies par les travailleurs. Beaucoup de ses mots d'ordre furent reproduits sur leurs pancartes par les manifestants et les syndicats. Le syndicat des ouvriers construc-